

Entretien exclusif

Andry Rajoelina : "L'Afrique ne veut pas recevoir de leçons des pays occidentaux"

EXCLUSIF - Relations avec la Russie et les Occidentaux, îles Eparses, bilan de son mandat... Le président de Madagascar répond à L'Express.

ARTICLE RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

Écouter l'article



Propos recueillis par Paul Véronique (envoyé spécial à Madagascar)

Publié le 04/06/2023 à 07:45

Partager cet article

Surnommé "TGV" par ses partisans qui louent son dynamisme, mais qualifié "d'omnipotent" par ses détracteurs, Andry Rajoelina, le président de la République de

Madagascar, arrive bientôt au terme de son mandat, débuté en 2019. Du haut de ses 49 ans, l'ancien entrepreneur dans l'événementiel occupe le devant de la scène politique malgache depuis une quinzaine d'années. Élu maire d'Antananarivo, la capitale, en 2007, il prend la tête du mouvement d'opposition au président Marc Ravalomanana en 2009, avant de présider jusqu'en 2014 la Haute Autorité de transition. A quelques mois du prochain scrutin présidentiel, prévu en novembre sur la Grande Île, arrive l'heure des comptes pour celui qui avait fait du développement de Madagascar son grand cheval de bataille. Entretien.

L'Express : Quel bilan faites-vous de vos quatre années au pouvoir ?

Andry Rajoelina : Mon principal objectif pour ce mandat a été de rattraper le retard de développement de Madagascar. Dès le début, j'ai voulu renforcer la présence de l'Etat dans le pays, à travers la construction d'infrastructures dont les populations ont un besoin urgent. L'un des projets consistait par exemple à construire 28 hôpitaux : 13 ont été finalisés, 15 sont en cours de construction. Nous avons également lancé la construction d'une autoroute reliant le grand port de Toamasina à notre capitale. Et relancé la construction d'un grand pipeline pour approvisionner en eau le sud du pays, qui subit aujourd'hui des famines liées au changement climatique.

Et vos échecs ?

Notre pays a été confronté ces dernières années à plusieurs grands chocs qui sont venus perturber notre politique de lutte contre la pauvreté. La guerre en Ukraine a eu des répercussions importantes sur notre économie. Elle s'est traduite par une forte hausse du prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Avant cela, notre secteur touristique, un axe majeur de développement pour Madagascar, a été mis à mal par la pandémie de Covid-19. Certains grands contrats et projets de construction d'hôtels n'ont pas pu se concrétiser. C'est pour moi un grand regret.

LIRE AUSSI >> [Macky Sall : "L'Afrique n'est plus la chasse gardée de l'Europe"](#)

Serez-vous candidat à votre réélection lors de la prochaine présidentielle ?

Pour le moment, le plus important pour moi est de terminer ce que j'ai commencé. Je veux m'assurer que ces grands projets d'infrastructures seront rapidement opérationnels. Concernant une éventuelle candidature, chaque chose en son temps. J'annoncerai ma décision à la population malgache en temps voulu.

Début avril, plusieurs ambassades occidentales ont fait part de leur "préoccupation" après la décision de votre gouvernement d'interdire les réunions politiques dans les lieux publics - sachant que cette règle ne s'applique pas aux membres de l'exécutif. Quelle est votre explication ?

Tout d'abord, cette décision vise à garantir l'ordre public en évitant tout débordement en cette période préélectorale. Ensuite, je tiens à rappeler qu'elle s'appuie sur deux ordonnances des années 1960. Nous n'avons donc pas modifié la loi et n'avons pas l'intention de le faire. Par ailleurs, il est désolant de mettre sur le même plan des meetings organisés par un parti politique et des réunions publiques tenues par un gouvernement dans l'exercice du pouvoir. Je veux souligner que, contrairement à

d'autres pays de la région, il y a une vraie liberté d'expression à Madagascar : l'opposition peut s'exprimer et ne se prive pas de le faire quotidiennement dans les différents médias du pays.

LIRE AUSSI >> [Guinée, Mali, Tchad... Putschs en série en Afrique, à qui le tour ?](#)

Vous ne comprenez donc pas ces griefs ?

Non, nous ne les comprenons pas et nous en avons discuté avec ces ambassadeurs étrangers. Sur le fond, le communiqué de ces diplomates avait des airs d'ingérence. Jamais notre ambassadeur à Paris n'a, par exemple, fait de communiqué pour juger les mesures décidées par le président français ou son gouvernement ! Et il en va de même dans les autres pays. En réalité, Madagascar est sur la bonne voie en matière de démocratie. D'ailleurs, nous avons été classés 11e pays le plus démocratique d'Afrique en 2022.



Le président de la République de Madagascar Andry Rajoelina arrive au Palais de la Reine de Manjakamiadana, dans la ville haute d'Antananarivo, le 6 novembre 2020

Au début de votre mandat, vous aviez dit vouloir faire du combat contre la corruption un objectif prioritaire. Mais selon le dernier classement sur la corruption établi par l'ONG Transparency International, Madagascar stagne à la 142e place sur 180. Pourquoi ce résultat ?

Nous avons pris des mesures pour lutter contre la corruption, mais c'est un combat de longue haleine. Alors qu'une loi sur la restitution des biens mal acquis avait toujours été rejetée au sein de notre Parlement, j'ai fait adopter ce texte par ordonnance, pour marquer ma volonté d'avancer sur ce sujet. Mais le problème à Madagascar, comme dans d'autres pays d'Afrique, c'est le niveau très faible des revenus. Dès lors, la corruption peut subsister lorsque vous avez besoin des services de l'administration. Cela va du plus bas niveau de l'échelle, avec des chefs de quartier qui accepteront

d'accélérer des démarches administratives moyennant finance, jusqu'au plus haut, comme dans certains tribunaux.

LIRE AUSSI >> [Mayotte, Comores, Madagascar... Les agents de Poutine en mission commandée](#)

Concernant la guerre en Ukraine, Madagascar a voté en faveur de la résolution de l'ONU demandant le retrait des troupes russes d'Ukraine en 2023, alors que le pays s'était abstenu en 2022. Qu'est-ce qui explique ce changement ?

La ligne politique de Madagascar a toujours été d'être non aligné. Mais cette position ne signifie pas que l'on ne condamne pas cette guerre. Je la condamne, et je condamne les actes perpétrés contre les civils. Nous souhaitons que ce conflit cesse, tout comme les impacts néfastes qu'il engendre sur le reste du monde. C'est ce que nous avons voulu rappeler à travers le vote de cette résolution, dont les termes avaient, par ailleurs, quelque peu évolué par rapport à la précédente. Nous appelons à ce que l'Ukraine et la Russie trouvent une solution pacifique : toute guerre se termine toujours autour d'une table.

Aujourd'hui, comment se positionne Madagascar vis-à-vis de la Russie ?

Madagascar veut continuer à travailler avec tous les pays, y compris la Russie. Mais cela ne veut pas dire que nous prenons position en faveur des uns ou des autres. C'est ce que je souhaite faire comprendre, à l'instar d'un certain nombre de dirigeants amis, tels que Macky Sall, le président du Sénégal. Nous voulons nous concentrer sur notre population, sans que d'autres pays amènent des problèmes chez nous. Nous avons déjà suffisamment de soucis pour nous développer. Nous voulons rester neutres. Nous ne sommes pas responsables de cette guerre, même si nous n'y sommes pas insensibles.

LIRE AUSSI >> [Mikhaïl Chichkine : "L'empire russe va se désintégrer, et l'après-Poutine sera violent"](#)

On voit que le groupe paramilitaire russe Wagner tisse sa toile en Afrique. Avez-vous été approché ?

Wagner n'est pas présent à Madagascar et il n'y a pas non plus de discussions avec ce groupe. En revanche, l'ancien président Hery avait fait entrer des investisseurs russes au sein de la Kraoma, une entreprise minière d'Etat, afin d'exploiter des mines de chrome. Mais l'usine est à l'arrêt depuis trois ans. En tout cas, je peux vous dire que nous ne voulons pas que des puissances étrangères tentent d'influencer notre processus électoral, comme cela s'est vu dans d'autres pays - et même aux Etats-Unis.

La question des îles Eparses - administrées par la France, mais revendiquées par Madagascar - empoisonne-t-elle toujours vos relations avec Paris ?

Cela n'empoisonne pas les relations, mais c'est un sujet d'une grande importance qu'il nous faut résoudre. Les îles Eparses font partie de notre identité, et je pense qu'en poursuivant notre dialogue nous pourrions trouver un terrain d'entente. Une commission mixte rassemblant les ministres malgache et français des Affaires étrangères doit se réunir prochainement pour avancer sur ce sujet. Je dois aussi

rencontrer le président français Emmanuel Macron en juin, et c'est bien entendu un sujet que nous aborderons.

LIRE AUSSI >> [2028 : Madagascar reprend les îles Eparses à la France, la Chine tire les ficelles](#)

Quel est l'état de vos relations avec Emmanuel Macron ?

Il y a entre nous une compréhension mutuelle. Mais, surtout, ce que j'apprécie avec le président Macron, c'est que l'on discute d'égal à égal. Nous pouvons nous parler en toute franchise et essayer de trouver une solution à chaque problème.



Le président français Emmanuel Macron accueille le président malgache Andry Rajoelina au palais présidentiel de l'Élysée le 29 août 2022

Vous dites apprécier de discuter "d'égal à égal" ... Ce n'est pas toujours le cas avec les autres dirigeants occidentaux ?

Non, ce n'est pas toujours le cas, même parfois avec certains ministres français ! Nous ne nous sentons pas toujours écoutés, ou compris, ce qui gâche les relations. Cette attitude explique les nombreuses frictions qu'il y a aujourd'hui entre l'Afrique et les autres pays occidentaux. Au lieu d'avoir un dialogue, de l'écoute et des échanges, il y a parfois chez les Occidentaux une tentation d'imposer leur point de vue. Et ce n'est pas une bonne chose, parce que nous sommes tous des pays souverains et qu'il faut un respect mutuel.

Souhaitez-vous faire évoluer la relation avec les Occidentaux ?

Nous avons besoin d'un partenariat, mais nous ne voulons pas que l'on nous impose ce que nous devons faire. L'Afrique ne veut pas recevoir de leçons des pays occidentaux, donc il faut un changement sur la façon de faire. Que cela concerne nos politiques ou les

votes aux Nations unies, il y a parfois des pressions sur les décisions qui sont prises. Mais il faut prendre en considération notre voix. C'est un point important à améliorer dans nos relations.

LIRE AUSSI >> [Sénégal : "Le pays se trouve dans une situation quasi insurrectionnelle"](#)

En ce qui concerne Philippe Marc François et Paul Maillot Rafanoharana, les deux Français condamnés aux travaux forcés à Madagascar dans le cadre de l'affaire Apollo 21 : leur transfert vers la France, comme le réclament leurs familles et leurs avocats, est-il envisageable ?

Aujourd'hui il y a déjà eu deux demandes en ce sens : l'une a été rejetée et l'autre est en train d'être étudiée par la justice malgache, qui je le rappelle, est indépendante. J'attends qu'elle rende son avis. Mais cette décision aura aussi une dimension politique, parce que les faits qui leur sont reprochés sont très graves. La situation de ces deux Français fait actuellement l'objet de discussions avec les autorités françaises.

Quelle est aujourd'hui la situation de la famine dans le sud du pays, alors qu'en 2022 le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies alertait sur près de 2 millions de personnes en situation de risque alimentaire ?

La situation est actuellement stabilisée, mais il y a tout de même un risque : nous sommes un pays insulaire et donc exposé aux aléas climatiques. En 2022, quatre cyclones nous ont frappés en seulement un mois et demi. Et ils deviennent de plus en plus violents et fréquents. L'an dernier, plus de 178 000 hectares de terrains rizières ont été ravagés et inondés. Or la plupart des populations qui résident dans ces zones ne vivent que de leur culture. Nous sommes bien entendu en train de tout faire pour les aider et les accompagner, en leur fournissant par exemple des engrais et des semences. Mais il nous faut aller plus loin. C'est pourquoi j'ai lancé un appel lors de la dernière réunion de la COP, afin d'aider les pays qui subissent de plein fouet le changement climatique. A l'image de Madagascar, qui est le premier pays à subir la famine climatique.